

Jetons un œil au Programme de Politique Générale du CPAS de Schaerbeek...

Les mesures d'austérité, décidées par notre gouvernement et l'Union Européenne, réduisent les finances des Communes. Concrètement, cela signifie que les Communes disposent de moins en moins d'argent pour les services à la population, ce qui entraîne une détérioration de la qualité de ces services et des conditions de travail dans ces services. Les CPAS ne sont pas épargnés par cette diminution des budgets communaux. Voyons quelles en sont les conséquences sur le CPAS de Schaerbeek.

Depuis le 1^{er} mars 2013, il y a un nouveau Conseil de l'Action Sociale au CPAS de Schaerbeek et, comme le prévoit la loi, celui-ci a rédigé un programme de politique générale pour la durée de son mandat.

Lorsqu'on y jette un œil, plusieurs éléments nous interpellent. D'abord, en raison de la mauvaise situation financière de la Commune de Schaerbeek, la dotation communale allouée au CPAS a été diminuée de 550.000 €, notamment par le non-remplacement des interruptions de carrière. Or, le nombre de demandes d'aide explose à cause de la pauvreté grandissante, engendrant une énorme charge de travail pour les travailleurs du CPAS, qui ne sont pas assez nombreux pour y faire face, et sans que le CPAS dispose de finances suffisantes pour apporter une aide à toutes les personnes qui en ont besoin.

Dans ce contexte de rigueur budgétaire, le programme de politique générale du CPAS de Schaerbeek prévoit d'intensifier la rationalisation du fonctionnement et des ressources du CPAS. Concrètement, cela signifie l'intensification du contrôle et de la pression sur les travailleurs du CPAS et sur les bénéficiaires.

Voyons comment cela se concrétise par rapport aux **travailleurs** du CPAS. La direction du CPAS de Schaerbeek a fait le choix de renforcer sa hiérarchie, donc le contrôle sur le personnel, notamment par l'engagement d'une secrétaire-adjointe et d'une directrice-générale opérationnelle des services sociaux, en 2012. Alors que ce budget aurait pu être utilisé pour engager des assistants sociaux supplémentaires.

A la p. 12 du programme de politique générale, il est mentionné que, dans le cadre du Plan d'Action Social Global, l'objectif d'amélioration de la charge de travail des A.S. et des A.S. en chef a été totalement réalisé. Cela nous surprend car, sur le terrain, nous constatons que ce n'est pas le cas : les assistants sociaux sont toujours aussi débordés et mis sous pression face au nombre toujours plus élevé de dossiers à traiter.

Le programme de politique générale mentionne un objectif de soutien au personnel. A ce sujet, il est écrit aux p. 21-22 : *« mettre en place un système d'évaluation généralisé, commençant par un entretien de fonctionnement « zéro » qui permette de faire le point et de fixer à chacun ses objectifs annuels. L'objectif est de parvenir à une évaluation annuelle qui permette au travailleur d'avoir une vision claire des objectifs qui lui sont fixés et sur base desquels son travail sera évalué. ... Cette évaluation est conçue d'abord comme un soutien au travailleur qui doit pouvoir avoir une vision claire du travail qui lui est demandé. Ce système devrait être mis en place dès 2014. »*

En réalité, ces évaluations annuelles vont contribuer à augmenter la pression sur les travailleurs du CPAS, face à une charge de travail toujours plus importante. (*Suite au verso*)



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

Ne pas jeter sur la voie publique - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Élan, 73 - 1170 Bxl

Voyons maintenant comment cette intensification du contrôle touche les **bénéficiaires** du CPAS. Le programme de politique générale poursuit l'objectif d'une « *allocation juste et équitable des aides soutenue par la création d'une « Cellule Mutation » respectueuse du citoyen* » (p. 16). Ce qui signifie, en réalité, l'intensification du contrôle des bénéficiaires via la consultation des données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, afin de réduire le nombre d'aides pour faire face au budget de plus en plus insuffisant du CPAS. Cela contribue à instaurer une méfiance systématique vis-à-vis de chaque demandeur(se) d'aide et un renforcement du préjugé selon lequel les bénéficiaires du CPAS sont des profiteurs. Alors que la crise économique et les mesures d'austérité qui en découlent plongent chaque jour davantage de gens dans la pauvreté, dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins vitaux.

Sur le terrain, on constate, par exemple, que de nombreuses demandes d'aide pour les factures d'électricité/gaz

restent sans réponse. (Suite au verso)

Le programme de politique générale prévoit également la création d'une coordination entre les 2 **maisons de repos** et de soins gérées par le CPAS de Schaerbeek (« La Cerisaie » et « Albert de Latour »). On peut lire à la p. 19 que « *cette coordination aurait pour objectif de garantir une gestion optimale à tous les niveaux (ressources humaines, organisationnelle, financière et administrative), permettrait d'homogénéiser les procédures de travail et de soins et d'allouer de manière optimale les ressources entre les deux maisons de repos* ». Bref, rationaliser les ressources, une fois de plus. En réalité, sur le terrain, cela signifie faire la même chose, mais avec moins de moyens, puisque les moyens seront divisés entre les 2 maisons de repos, et non pas alloués en fonction des besoins spécifiques de chaque maison de repos. Par exemple, au niveau des ressources humaines, cela implique notamment la mobilité du personnel entre les 2 maisons de repos, au lieu de pouvoir engager le personnel suffisant pour chaque maison de repos. Cela signifie aussi une gestion managériale, privilégiant la rentabilité, engendrant plus de pressions sur les travailleurs, et ne tenant pas toujours compte des besoins des personnes âgées, notamment être soignées par du personnel qui peut prendre le temps nécessaire.

**Non à l'intensification du contrôle et de la pression sur les travailleurs
du CPAS et les bénéficiaires !**

**Non à la réduction de la dotation communale allouée au CPAS de Schaerbeek !
Augmentation du budget alloué aux CPAS !**

Engagement d'assistants sociaux supplémentaires au CPAS !

Droit à un emploi de qualité pour tous !

**Les travailleurs et les bénéficiaires du CPAS ne sont pas responsables de la crise :
ce n'est pas à eux de la payer !**



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com Ne pas jeter sur la voie publique - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Élan, 73 – 1170 Bxl